

SONDAGE EXCLUSIF

Dans le prolongement des chiffres records de créations d'entreprises enregistrés en France en 2024...

L'envie d'entreprendre des Français revient début 2025 à son plus haut niveau depuis le Covid !

Un sondage inédit mené par **opinionway** pour  et  à l'occasion de GO Entrepreneurs 2025

En effet, plus d'un Français sur quatre (27%) envisage la création d'entreprise début 2025, soit 14,7 millions d'entrepreneurs potentiels en France, dont 6,5 millions d'ici 2 ans... un vivier colossal au regard des 1,1 million de créateurs d'entreprises enregistrés en 2024. Pour autant, à l'heure où le salariat devient de moins en moins la norme et où la population des salariés devenant entrepreneurs est passée devant celle des demandeurs d'emplois devenant entrepreneurs, la création d'entreprise n'est toujours pas une option professionnelle pour plus de 70% des Français. Preuve que la démocratisation de l'entrepreneuriat est déjà une réalité, mais qui peut encore augmenter...

Contexte économique incertain, manque de soutien politique, attentes vis-à-vis des entreprises... Le sondage mené par OpinionWay pour CCI France et le Medef à l'occasion de GO Entrepreneurs 2025 (9 & 10 avril 2025 à Paris La Défense Aréna) révèle un paysage entrepreneurial en pleine évolution. Entre aspirations grandissantes et craintes persistantes, quels leviers actionner pour libérer pleinement l'énergie entrepreneuriale des Français ? Une enquête menée du 5 au 18 février 2025 auprès de trois échantillons de plus de 1000 personnes chacun, représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus, des salariés ainsi que des managers-recruteurs au sein des entreprises du secteur privé.

Principaux enseignements

- Plus d'un Français sur quatre (27%) aimerait créer ou reprendre un jour une entreprise. Un score en hausse de +6 pts vs. 2021, qui retrouve son niveau d'avant COVID-19 (28% en janvier 2019) et qui représenterait près de 14,7 millions d'entrepreneurs potentiels en France, dont 6,5 millions d'ici 2 ans.
- Le top 3 des régions préférées des Français pour entreprendre :
 - #1 / Île-de-France | 20%, -1 pt
 - #2 / Auvergne-Rhône-Alpes | 14%, +3 pts
 - #3 / Provence-Alpes-Côte-d'Azur | 12%, +3 pts
- Seul un Français sur cinq (20%) estime que les entrepreneurs et les petites entreprises sont suffisamment défendues et représentées par le gouvernement actuel.
- Pour favoriser la création d'entreprise, les Français jugent prioritaires :
 - l'allègement des contraintes administratives et réglementaires (55%)
 - la réduction des charges fiscales et sociales des entreprises (55%)
- 75% des salariés estiment que l'entreprise doit également soutenir les salariés porteurs de projets
- Seulement 54% des salariés se sentent libres de parler de leur projet entrepreneurial au sein de l'entreprise ... alors que 74% des recruteurs en sont convaincus !
- 65% des recruteurs seraient prêts à accorder du 100% télétravail pour soutenir les salariés entrepreneurs.

La fibre entrepreneuriale au plus haut depuis l'avant COVID...

Bonne nouvelle pour l'entrepreneuriat : depuis 2021, la part de Français souhaitant créer ou reprendre une entreprise augmente constamment. **Avec 27% de Français souhaitant créer/reprendre une entreprise ou se mettre à leur compte, l'envie d'entreprendre revient enfin à son niveau d'avant COVID (28% en 2019). Celle-ci est particulièrement forte chez les moins de 35 ans** (49% pour les 18-24 ans et 59% des 25-34 ans). Un constat qui trouve également une résonance en entreprise, où managers-recruteurs et salariés (respectivement 58% et 61%) s'accordent à dire que de plus en plus de collaborateurs s'intéressent à l'entrepreneuriat en parallèle de leur travail actuel.

... mais des craintes persistantes

Il n'en demeure pas moins que la grande majorité des Français n'envisage pas encore l'aventure entrepreneuriale. En effet, **7 répondants sur 10 affirment ne pas avoir envie de créer ou reprendre un jour une entreprise** ou encore de se mettre à leur compte (72%). Dans le détail, un répondant sur deux répond très fermement par la négative (48% déclarent « certainement pas »).

Et pour cause, dans le contexte actuel, figé par les incertitudes politiques, géopolitiques, sociales ou économiques, l'entrepreneuriat est encore perçu par une majorité comme une prise de risque conséquente. Ils sont d'ailleurs **63% à considérer que le contexte politique et économique actuel n'offre pas le bon moment pour se lancer dans la création d'entreprise**.

Parmi ceux qui souhaitent entreprendre, près de la moitié (45%) se laisse environ **2 ans** pour concrétiser leur projet. Ces **2 ans** représentent un cap crucial à bien des égards, puisque c'est aussi le délai maximum que se laissent la plupart des porteurs de projets pour décider de se rémunérer (2 ans et 3 mois en moyenne pour prendre cette décision). Et dans le cas où leur projet échouerait, 15% des futurs entrepreneurs salariés décideraient d'y renoncer sous... **2 ans** également.

Plus de soutien pour entreprendre

Interrogés sur le soutien dont ils pourraient avoir besoin pour aller au bout de leur projet entrepreneurial, les Français se révèlent être en forte attente de plus de moyens et dispositifs pour cela. Tout d'abord, **ils sont 78% à considérer que les entrepreneurs et petites entreprises ne sont pas suffisamment défendus et représentés par le gouvernement**.

En termes de mesures à mettre en place pour aider les entrepreneurs à se lancer et pérenniser leur activité, les répondants désignent en 1^{ère} place ex-aequo **l'allègement des contraintes administratives et réglementaires ainsi que la réduction des charges sociales et fiscales des entreprises (55%)**. Un point qui trouve un écho tout particulier dans l'actualité alors que **les attentes demeurent fortes autour du choc de simplification et que le gouvernement a récemment dû suspendre sa proposition d'abaissement du seuil de TVA à 25 000 euros pour les micro-entreprises**. Viennent ensuite un accès facilité aux crédits et financements (37%) et la création d'aides spécifiques pour les jeunes, les seniors et les demandeurs d'emploi (29%).

Une fois de plus, **la génération Z se démarque par sa conscience écologique plus aigüe**. En effet, si l'ensemble des Français, toutes tranches d'âge confondues, s'accordent sur ce podium, **les 18-24 ans, eux, sont les plus nombreux à réclamer un soutien plus fort à la transition écologique** et numérique des entreprises (32% contre en moyenne 15% pour les Français de 25 ans à 64 ans).

Mais, aux yeux des Français, l'Etat ne peut être le seul garant d'un environnement plus fertile à l'entrepreneuriat. Alors que 41% des Français mènent ou envisagent de mener une activité entrepreneuriale en complément de leur statut de salarié, **75% des salariés jugent normal que l'entreprise propose aux collaborateurs entrepreneurs des dispositifs d'accompagnement dédiés**.

Nouveauté de cette édition 2025, **l'enquête menée par OpinionWay à l'occasion de GO Entrepreneurs établit un miroir entre les réponses des salariés et celles des recruteurs-managers**. Ainsi, il en ressort que **74% des recruteurs-managers sont convaincus que leurs salariés se sentent libres de parler ouvertement d'éventuels projets entrepreneuriaux**. Or **ces derniers ne sont que 54% à être d'accord avec**

cela. Un écart qui se creuse davantage lorsque l'on pose la question du soutien : si 84% des recruteurs affirment qu'ils soutiendraient de potentiels salariés souhaitant se lancer dans l'entrepreneuriat, seulement 45% des salariés pensent que cela pourrait être le cas !

Quant aux accompagnements que pourraient mettre en place les entreprises à leur endroit, les salariés réclament en premier lieu **un aménagement du temps de travail (44%)**, des aides financières (36%), puis **une négociation plus aisée vers une rupture conventionnelle (35%)**. Côté recruteurs, la tête de podium diffère puisqu'ils se montrent davantage enclins à proposer avant tout des congés spécifiques pour entreprendre (32%), signe révélateur **d'une certaine retenue dans un contexte où le nombre de ruptures conventionnelles aurait atteint des niveaux records¹**.

Par ailleurs, alors que depuis quelques mois et au lendemain du 5^{ème} anniversaire du COVID, beaucoup d'entreprises, notamment outre-Atlantique, semblent avoir mis un coup de frein au télétravail, **65% des recruteurs se disent, quant à eux, prêts à proposer à leurs salariés porteurs d'un projet entrepreneurial du télétravail complet, voire la possibilité de s'implanter sur un autre territoire.**

Des recruteurs globalement compréhensifs et pragmatiques

Si la perception générale des salariés est plutôt critique à l'encontre de l'entreprise et de la direction quant à leur projet entrepreneurial, les recruteurs, eux, affichent malgré tout une certaine ouverture sur le sujet. Ils sont en effet 83 % à affirmer comprendre que l'entrepreneuriat est, pour les salariés, une opportunité d'accéder à des responsabilités que l'entreprise ne peut leur garantir. Et ils sont encore plus à concevoir que les salariés puissent chercher un complément de revenu par ce biais (89%).

Conscients des limites de l'entreprise sans oublier leur mission au sein de cette dernière, 74% des recruteurs estiment même que le soutien apporté aux salariés dans leur projet entrepreneurial serait **un levier efficace pour prolonger leur temps dans l'entreprise et reporter le moment de leur démission.**

Dans la droite lignée de cette observation, lorsqu'ils sont interrogés sur les freins qu'ils observent à l'idée de les soutenir davantage, **la première crainte mentionnée par les recruteurs est celle de perdre un salarié compétent (43%)**, un challenge de taille alors que le marché de l'emploi reste tendu. Les deux autres freins les plus cités sont ensuite le manque de temps ou de ressources pour les accompagner ainsi que la difficulté à concilier les objectifs de l'entreprise et du salarié (38%). Ce n'est que loin derrière que les recruteurs interrogés évoquent la peur d'encourager une baisse de l'implication ou de la motivation (28%).

À propos de CCI France

Le réseau des 122 Chambres de Commerce et d'Industrie constitue la plus grande force d'accompagnement et de service public à l'entreprise en France. Etablissement public de l'Etat, le réseau des CCI c'est 4.400 chefs d'entreprises bénévoles, 14.000 collaborateurs pour accélérer au quotidien la croissance des entreprises et des territoires, 593.000 entreprises et 340.000 porteurs de projets accompagnés chaque année, 400.000 jeunes et adultes formés par an à travers 131 CFA, 143 établissements de formation professionnelle, 43 écoles d'enseignement supérieur... www.cci.fr

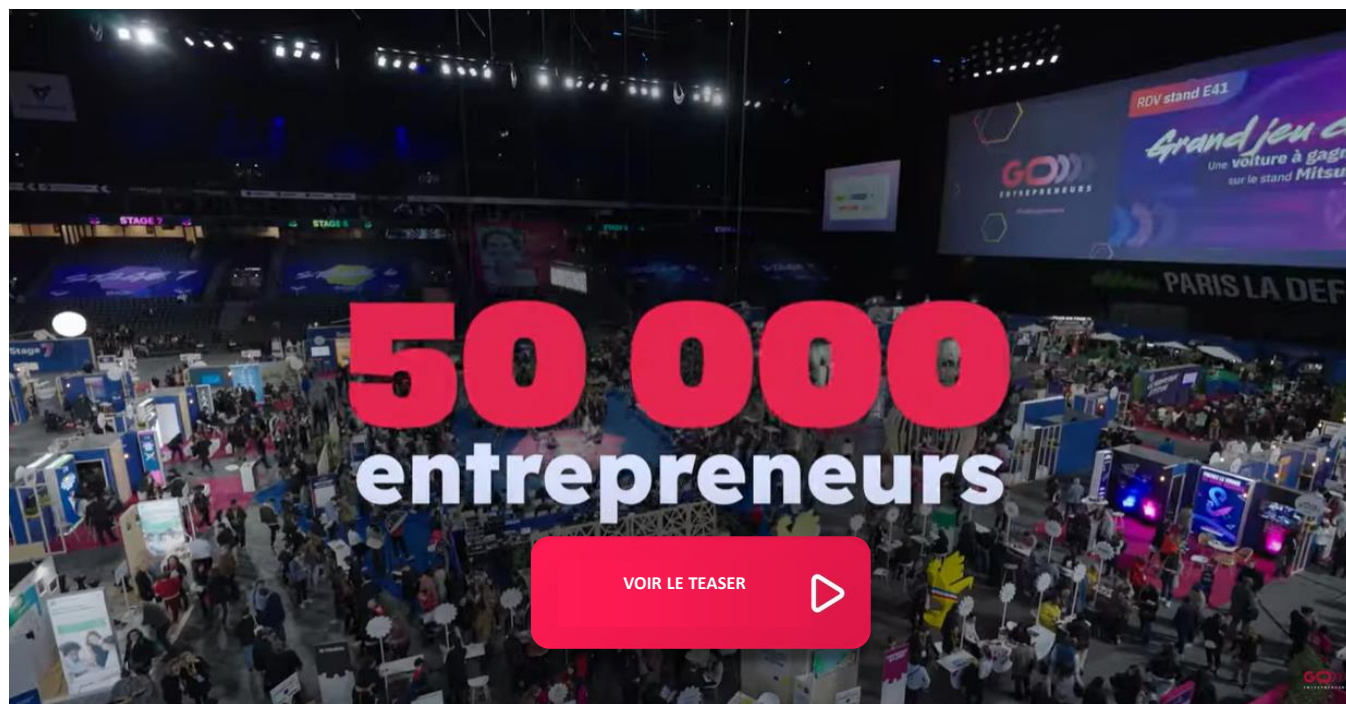
À propos du Medef

Le Mouvement des entreprises de France est la première organisation représentative des entreprises. Porte-parole de toutes les entreprises, il est l'interlocuteur privilégié des décideurs et des pouvoirs publics. Avec 119 organisations territoriales en France Métropolitaine et dans les outre-mer, 99 fédérations représentant 400 syndicats professionnels regroupant l'ensemble des secteurs d'activité, et 13 organisations associées et partenaires, il compte 190 000 entreprises adhérentes, dont une majorité de TPE-PME. En France, plus d'un salarié du privé sur deux travaille dans une entreprise affiliée au réseau Medef. www.medef.com

¹ 132.468 ruptures conventionnelles au premier trimestre 2024 - Ministère du Travail

À propos de GO Entrepreneurs 2025

Depuis 1993, GO Entrepreneurs (ex-Salon des Entrepreneurs) anticipe les tendances entrepreneuriales en France et permet à des millions d'entrepreneurs de lancer et développer leur activité. Avec quelque 300 partenaires-exposants, 30 animations thématiques, 250 conférences & ateliers et plus de 600 speakers, dont 200 personnalités phares de la planète Business, la 32^{ème} édition de Go Entrepreneurs promet à ses 50.000 participants une expérience exceptionnelle. Plus d'informations sur www.go-entrepreneurs.com



Dates : mercredi 9 & jeudi 10 avril 2025

Lieu : Paris La Défense Arena - 99 Jardins de l'Arche 92000 Nanterre

Horaires : de 8h30 à 18h30 le mercredi / de 8h30 à 17h30 le jeudi

Pour toute demande d'accréditation, merci de remplir [ce formulaire](#)

Contacts Presse - Agence OConnection :

Anne-Marie BOYAUULT - amboyault@oconnection.fr / 06 89 28 42 29

Emeline RÉTHORÉ - erethore@oconnection.fr / 06 30 61 51 67

Contacts Organisateur :

Marianne BOULAT - mboulat@lesechosleparisien.fr / 06 30 37 35 64

Margaux MERLINGE - mmmerlinge@lesechosleparisien.fr / 06 75 56 20 29